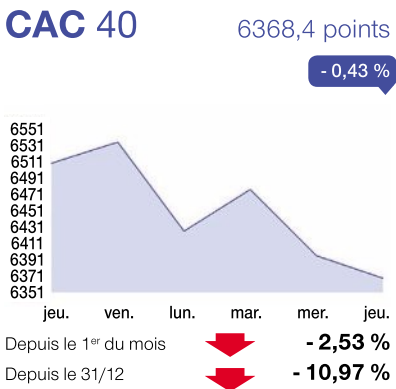


Séance du jeudi 5 mai 2022



Précédent	Dernier	% variation	% 31/12	Précédent	Dernier	% variation	% 31/12
Accor	31,61	30,83	- 2,47	EssilorLuxottica	159	158,6	- 0,25
ADP	137,05	137,2	+ 0,11	Eurores	70,05	70,35	+ 0,43
Air France-KLM	3,905	3,985	+ 2,05	Eurofins Scient.	85,2	86,72	+ 1,78
Air Liquide	163,54	163,94	+ 0,25	Euronext	73,14	73,3	+ 0,22
Airbus Grp	102,58	109,02	+ 6,28	Europcar Mobility	0,503	0,504	+ 0,28
Albioma	50,7	50,65	- 0,10	Eutelsat Com.	10,65	10,67	+ 0,19
Aldi	13,28	13,14	- 1,05	Faptec	20,2	19,52	- 3,37
Alstom	22,41	22,17	- 1,07	FDU	35,7	34,35	- 3,78
Altarea	141,8	140,6	- 0,85	Fnac Darty	46,58	46,74	+ 0,34
Alten	122,6	122,7	+ 0,08	Gecina	106,2	106,9	+ 0,66
Amundi	56	54,75	- 2,23	Getlink	17,5	17,395	- 0,60
Aperam	34,94	34,77	- 0,49	GIT	116,9	117,1	+ 0,17
ArcelorMittal	26,895	26,345	- 2,05	Hermes intl	1103	1076	- 2,45
Arkema	112,65	116,5	+ 3,42	Leclerc	56,55	56,6	+ 0,09
Atos SE	25,59	24,62	- 3,79	Imerys	35,9	35,9	-
Axa	25,16	24,675	- 1,93	Interparfum	51,7	50,8	- 1,75
Bio	56,5	56,6	+ 0,02	Ipsen	96,75	95,35	- 1,45
bioMérieux	90,18	91,52	+ 1,49	Ipsos	45	45,25	+ 0,56
BNP Paribas	51,01	50,7	- 0,61	JC Decaux	19,67	19,21	- 2,34
Bolloré	4,446	4,416	- 0,68	Kering	480,85	470,9	- 2,07
Bouygues	31,02	30,92	- 0,32	Kleppierre	22,8	22,96	+ 0,70
Bureau Veritas	27,2	26,95	- 0,92	Korian	20,2	19,7	- 2,50
Cap Gemini	190,55	189,35	- 0,63	Lagardère	24,98	24,96	- 0,08
Carrefour	20,47	20,56	+ 0,44	Legrand	81,96	83,2	+ 1,51
Casino Guichard	16,5	16,39	- 0,67	L'Oréal	329,8	329,2	- 0,18
CGG	1,178	0,958	- 18,69	LVMH	593,3	574	- 3,25
CHP Assurances	20,9	20,9	-	M6-Metropole TV	17,25	16,73	- 3,01
Coface	11,78	11,51	- 2,29	Maison du Monde	16,47	16,51	+ 0,24
Covivio	67,05	67,7	+ 0,97	McPhy Energy	17,83	17,515	- 1,77
Credit Agricole	10,4	9,983	- 4,01	Merclatys	8,235	8,26	+ 0,30
Danone	56,37	56,02	- 0,62	Michelin	119,2	117,6	- 1,34
Dassault Aviation	160,4	160,5	+ 0,06	Neoen	37,59	37,7	+ 0,50
Dassault Systemes	41,43	41,49	+ 0,15	Nexans	86,95	86,6	- 0,40
Derichebourg	9,09	8,975	- 1,27	Nexity	29,12	29,18	+ 0,21
Edenred	46,98	46,9	- 0,17	Orange	11,504	11,604	+ 0,87
EDF	8,378	8,26	- 1,41	Orpea	33,45	33,44	- 0,03
Effiage	93,5	93,46	- 0,04	OVH	21,27	20,51	- 3,59
Ellor	2,858	2,778	- 2,80	Pernod Ricard	193,55	192,75	- 0,41
Elis	13,84	14,09	+ 1,81	Plastic Omn.	57,72	57,12	- 1,04
Engie	11,388	11,276	- 0,98	Publicis Groupe	184,7	183,8	- 0,49
Eramet	125,5	125,3	- 0,16	Remy Cointreau	184,7	183,8	- 0,49

Précédent	Dernier	% variation	% 31/12	Précédent	Dernier	% variation	% 31/12
Bonneteau	12,62	12,5	- 0,95	Graines Voltz	164,5	161	- 2,13
Bolloré	4,446	4,416	- 0,68	Guerbet S.A	24,5	24,2	- 1,22
CRICAM 44-85	88,49	89	+ 0,58	Guillemot	13,06	12,84	- 1,69
CRICAM 35	65,99	65,98	- 0,02	Herige	43,6	44	+ 0,92
CRICAM 56	65,49	62,04	- 5,27	Lacroix	37	35,5	- 4,05
CRICAM 86	72,5	72,89	+ 0,54	Ldc	85,6	86	+ 0,47
Ekinops	6,42	6,3	- 1,87	Le Noble Age	35,15	35	- 0,43
Evolis	27,2	-	-	Manitou	20,9	20,75	- 0,72
Faurecia	20,2	19,52	- 3,37	Navatech Ind.	4,88	-	-
Fléury Michon	23,8	23,9	+ 0,42	Odet (Cie de F)	109,6	107,6	- 1,83
Gascogne	3,52	3,68	+ 4,55	Séché Environ.	72,5	72,5	+ 0,97

SMIC : 10,57 €/h (1 603,12 €/mois brut pour 35h/s)
RSA : 565,34 € / mois (personne seule)
Inflation : + 4,80 % sur un an (+ 1,40 % en mars 2022)
Plafond Sécurité sociale : 3 428 €/mois
Indice coût de la construction : 1 886 (T3 2021 : + 3,57 %)
Indice de réf. des loyers : 133,93 (T1 2022 : + 2,48 % - an)

Newsletter Lire !

Chaque semaine, retrouvez toute l'actualité des livres et des écrivains, avec Ouest-France et Lire Magazine Littéraire

Newsletter gratuite
Pour vous inscrire, flashez ce QR Code
ou rendez-vous sur
ouest-france.fr/newsletters/

Bourse : l'actualité des marchés en direct et en continu sur ouest-france.fr/bourse

Toutes les valeurs
Les dernières infos
Une vidéo actualisée chaque jour

Société « Ouest-France », S.A. à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €. **Siège social** : 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9. **Tél. 02 99 32 60 00**. www.ouest-france.fr facebook.com/ouest-france [Twitter : @OuestFrance](https://twitter.com/OuestFrance)

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.
Cofondateur : M. François Desgrées du Loû.
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Princes de la Démocratie Humaniste : M. François Régis Hutin.

Directeur de la publication : M. Louis Echeland.

Rédacteur en chef : M. François-Xavier Lefranc.

Membres du Directoire : M. Louis Echeland, Président, M. Matthieu Fuchs, Vice-Président, Directeur Général, Mme Jeanne-Emmanuelle Hutin-Gapsys, M. François-Xavier Lefranc, M. Philippe Toulemonde.

Membres du Conseil de Surveillance : MM. David Guiraud, Président,

Abonnez-vous au Pack famille (journal + contenus numériques)

32€ /mois au lieu de **41€**

abo.ouest-france.fr ou 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé)

Déjà abonné ?
Gérez votre abonnement en appelant un conseiller du lundi au vendredi de 8 h à 18 h (en privilégiant le créneau 12 h - 15 h) et le samedi de 8 h à 12 h 30

Rédaction de Paris : 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00.

Publicité extralocale : 366 SAS. Tél. 01 80 48 93 66. www.366.fr

Publicité locale : Additi média, tél. 02 30 88 07 75. www.additi-media.fr

Commission paritaire n° 0625 C 86666
N° ISSN : 0999-2138.

Impression : Ouest-France, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 et parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière ; Société des publications du Courrier de l'Ouest, 4, bd Albert-Blanchin, 49000 Angers. Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni, à partir de 64 à 100 % de fibres recyclées. Eutrophisation : 0,010 kg/tonne.

Tirage du vendredi 6 mai 2022 : 626 408

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : centraledesmarches.com

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2021, soit 0,183 € ht le caractère.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Marchés publics

Procédure adaptée



Réalisation-hébergement et maintenance d'un espace client en ligne

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

La Rance lance une consultation pour la réalisation, l'hébergement et la maintenance d'un espace client en ligne.

Le dossier de consultation est disponible sur : <http://www.marches-securises.fr> et chez Duplitech à Saint-Malo.

Date limite de remise des offres : mardi 7 juin 2022, 9 h 00.



Marché d'exploitation des installations collectives de chauffage et ECS

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

La Rance lance une consultation pour les marchés d'exploitation des installations collectives de chauffage et ECS de 2 chaufferies granulé bois à Saint-Suliac, La Porte Barrée et Saint-Briac, rue des Ecoles.

Le dossier de consultation est disponible sur : <http://www.marches-securises.fr> et chez Duplitech à Saint-Malo.

Date limite de remise des offres : mercredi 1er juin 2022, 12 h 00.



Commune de Plouray

Restructuration d'un ancien restaurant en 3 logements sociaux

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE

Commune de Plouray, M. le Maire, 9, rue de l'Elle, 56770 Plouray.
Tél. 02 97 34 80 75. Courriel : mairie-de-plouray@wanadoo.fr

Restructuration d'un ancien restaurant en 3 logements sociaux.

Caractéristiques principales : les travaux comprennent 4 lots :
Lot 3 : charpente bois.
Lot 5 : menuiseries extérieures bois et menuiseries intérieures bois.
Lot 7 : chape, revêtement de sol.
Lot 9 : plomberie sanitaire.

Planning prévisionnel des travaux :
Démarrage des travaux : juin 2022.
Réalisation des travaux : 12 mois, compris période de préparation et de congés, hors intempéries.

Date limite de réception des offres :
Délai minimum de validité des offres : 120 jours à partir de la date limite de réception des offres.

Renseignements techniques et administratifs :
Maîtrise d'oeuvre : C2H, Saint-Avé, 06 18 87 70 33.
Assistance à maîtrise d'ouvrage : Soliha Bretagne.
Courriel : m.richard@solihabretagne.fr 02 97 40 31 41.

Renseignements complémentaires : les documents à fournir dans le dossier de candidature et le dossier d'offre sont précisés dans le règlement de consultation.

À l'issue de l'analyse des offres, il pourra être procédé à une négociation avec les 3 meilleures offres dont les candidatures auront été retenues et les offres régulières.

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de l'appel d'offres. En application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance de 2015, ce marché comporte une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Conditions pour obtenir les documents contractuels et additionnels : à télécharger sur le site : <https://marches.e-megalisbretagne.org>

Date limite de réception des offres : le lundi 30 mai 2022 à 12 h 30.

Artisans, PME

cette rubrique est faite pour vous

Chaque mardi, consultez les marchés publics sans formalités* des collectivités locales ou régionales. Vous pouvez les retrouver également sur le site ouestfrance-legeales.com

**hors les procédures formalisées du code des marchés*

Consommation

La SCI familiale est rarement un "consommateur"

Si la famille crée une SCI, elle abandonne la qualité de "consommateur" ou de "non-professionnel" dès lors que sa SCI répond -- même en petite partie seulement -- à un besoin professionnel, selon la justice.

En conséquence, cette société civile immobilière perd les avantages donnés aux consommateurs et donne notamment aux fournisseurs et entrepreneurs un délai de 5 ans, et non plus seulement de deux ans, pour réclamer le paiement de leurs prestations.

Le délai de deux ans est un délai de prescription abrégé, réservé aux "consommateurs ou non-professionnels", selon la loi. Une SCI faisait valoir qu'elle avait fait appel à un artisan pour aménager un local qui serait en petite partie professionnel mais surtout essentiellement personnel. Elle rappelait qu'elle était familiale, jugeait négligeable son côté professionnel et estimait en conséquence pouvoir conserver la qualité de consommateur ou de non-professionnel.

Cela lui aurait permis de conserver le bénéfice de la protection du consommateur et de refuser de payer la facture de l'artisan qui daitait de plus de deux ans.

Mais la décision a été annulée par la Cour de cassation. Les travaux répondant, même en partie, à des besoins professionnels, la protection du consommateur est écartée.

(Cass. Civ 1, 17.1.2018, X 16-27.546).

Avis administratifs

DINAN AGGLOMÉRATION
Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUIH)
Modification de droit commun n° 2
AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE

Par délibération du 25 avril 2022, le conseil communautaire de Dinan Agglomération a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation préalable dans le cadre du projet de modification de droit commun n° 2 de son Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUIH), conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

La concertation préalable aura lieu pour une durée d'environ 4 mois, du 9 mai 2022 au 31 août 2022 inclus.

La concertation a pour but de permettre aux habitants, acteurs du territoire et toute autre personne concernée par le projet :

- De prendre connaissance des modifications qu'il est projeté d'apporter au PLUIH.
- De donner un avis à un stade précoce de la procédure sur les évolutions envisagées et, le cas échéant, de formuler ses observations ou propositions sur ces modifications.

Toute personne intéressée pourra communiquer ses observations :

- par écrit, sur un registre, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du siège de Dinan Agglomération (8, boulevard Simone-Veil, CS 56357, 22106 Dinan cedex),
- par voie électronique, les observations pourront être envoyées à l'adresse : plui@dinan-agglomeration.fr
- par voie postale, toute correspondance relative à la concertation préalable devra être adressée à M. le Président de Dinan Agglomération, (Dinan Agglomération : 8, boulevard Simone-Veil, CS 56357, 22106 Dinan cedex).

Seules les observations relatives aux objets de modification présentés pourront être prises en considération.

Un dossier de concertation préalable sera consultable pendant toute la durée de la concertation :

- sur le site internet de Dinan Agglomération à la rubrique "modification du PLUIH",
- au siège de Dinan Agglomération, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Il sera actualisé en tant que de besoin, suivant l'avancement de l'étude du projet.

À l'issue de la période de concertation préalable, un bilan sera effectué. Il sera joint au dossier soumis à l'enquête publique.

Le projet de modification fera l'objet d'une enquête publique d'un mois, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. Les modalités de cette enquête publique seront connues quinze jours avant le début de l'enquête.

Vie des sociétés

JEMA

Forme : SC société en liquidation
Capital social : 1 500 euros
Siège social :
51, boulevard de la Corniche
22700 PERROS-GUIREC
Siège de liquidation : Kerlesanouet
22700 PERROS-GUIREC
484 716 626 RCS de Saint-Brieuc

*Pour extrait
La Greffière.*

JEMA

Forme : SC société en liquidation
Capital : 1 500 euros
Siège : 51, boulevard de la Corniche
22700 PERROS-GUIREC
484 716 626 RCS de Saint Brieuc

Le Liquidateur.

JEMA

Forme : SC société en liquidation
Capital : 1 500 euros
Siège : 51, boulevard de la Corniche
22700 PERROS-GUIREC
484 716 626 RCS de Saint Brieuc

Le Liquidateur.

JEMA

Forme : SC société en liquidation
Capital : 1 500 euros
Siège : 51, boulevard de la Corniche
22700 PERROS-GUIREC
484 716 626 RCS de Saint Brieuc

Le Liquidateur.

Notre publication adhère à

dont elle suit les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au

autorité de régulation professionnelle de la publicité

23 rue Auguste Vacquerie
75116 Paris
www.arpp.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

Autres légales

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SAINT-BRIEUC LIQUIDATION JUDICIAIRE

EARL L'Heveder, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 518 950 225, dont le siège social est sis La Ville au Breil, 22460 Saint-Thélic, activité : lait.

M. Christophe L'Heveder, né le 1er avril 1975 à Pabu, demeurant La Ville au Breil, 22460 Saint-Thélic.

Mme Delphine Paitel, née le 3 février 1983 à Rennes, demeurant La Ville au Breil, 22460 Saint-Thélic.

Par jugement en date du 3 mai 2022, le tribunal judiciaire de Saint-Brieuc a Déclare recevables les offres de la SCEA du Grand Clos et de l'EARL du Clezio, Ordonne la cession des actifs, propriété de l'EARL l'Heveder, de M. Christophe L'Heveder et de Mme Delphine Paitel, à la SCEA du Grand Clos, dans les termes de l'offre améliorée.

Dit que figurent dans l'offre de reprise :
- le matériel d'exploitation et les véhicules inventoriés par Me Brel, commissaire-priseur, propriété de l'EARL l'Heveder,
- la totalité des terres propriété de l'EARL l'Heveder ainsi que les bâtiments y édifiés.

Dit que les baux consentis par M. et Mme Alain Le Texier, Mme Antoinette Marsouin, M. Michel Prevost et Mme Marie Desportes, seront repris aux conditions initiales par la SCEA du Grand Clos.

Constata que le cheptel est exclu du périmètre de la reprise et l'accord de M. Joël Ribot pour acquérir les terres appartenant à Mme Antoinette Marsouin.

Fixe le prix de cession de la somme de 122 000 euros qui se compose de la manière suivante :

- 10 000 euros pour propriété de l'EARL l'Heveder,
- 90 000 euros pour les bâtiments agricoles propriété de l'EARL l'Heveder,
- 17 000 euros pour le matériel d'exploitation,
- 5 000 euros pour l'ensemble des DPB.

Dit que le liquidateur judiciaire devra, sur le prix de cession, désintéresser les créanciers du Crédit Agricole, titulaire de sûretés spéciales immobilières dans la limite des sommes affectées aux biens sur lesquels portent ces garanties.

Constata l'accord du Crédit Agricole, titulaire de sûretés spéciales, pour renoncer à se prévaloir des dispositions de l'article L.642-12 alinéa 4 du Code de commerce.

Constata l'accord de la BPGO, titulaire de sûretés spéciales, pour renoncer à se prévaloir des dispositions de l'article L.642-12 alinéa 4 du Code de commerce.

Dit que le prix de cession est payable comptant, avant la prise de jouissance, dans un délai maximum de six semaines suivant la date de la présente décision.

Fixe la date d'entrée en jouissance au jour où le jugement deviendra définitif.

Dit qu'en exécution du plan de cession, le liquidateur passera tous les actes nécessaires à la réalisation de la cession.

Donne acte à la SCEA du Grand Clos de ce qu'il n'est pas envisagé, au cours des deux années suivant la prise de possession, de procéder à la cession de l'un des éléments d'actifs susmentionnés.

Rappelle que tant que le prix de cession n'est pas intégralement payé, le cessionnaire ne peut, à l'exception des stocks, aliéner ou donner en location-gérance les biens corporels ou incorporels qu'il a acquis, sauf autorisation du tribunal après rapport du liquidateur.

Dit que les cessionnaires devront rendre compte de liquidateur de l'application des dispositions prévues par le plan de cession et que dès l'accomplissement des actes de cession, le liquidateur en fera rapport que sera déposé au greffe du tribunal.

A NOS ANNONCEURS
Nous remercions nos annonceurs de bien vouloir répondre, même par la négative, aux lettres qui leur parviennent de nos lecteurs, surtout si celles-ci comportent un timbre pour la réponse

MARCHÉS PUBLICS : AUTANT DE PLATEFORMES QUE D'ACHETEURS !!



1 SEUL SITE POUR COLLECTER LES ANNONCES ET LES CAHIERS DES CHARGES